

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 24/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTAL Raffinage France**

Raffinerie TOTAL La MEDE  
BP 90020  
13220 La Mede

Références : JC-D-2025-0278  
SPR/2025/719  
Code AIOT : 0006400941

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2025 dans l'établissement TOTAL Raffinage France implanté Lavera 13117 Martigues. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Un ensemble d'évolutions réglementaires a eu lieu depuis 2020 et 2021 afin de mieux anticiper les situations accidentelles et leur gestion environnementale. La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale portant sur les « prélèvements environnementaux ».

Cette action vise à s'assurer que la réflexion sur les premiers prélèvements environnementaux a bien été engagée, que les dispositions figurant dans le Plan d'Organisation Interne (POI) répondent aux exigences réglementaires et que l'ensemble des attendus réglementaires soient bien couverts par des procédures.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTAL Raffinage France

- Lavera 13117 Martigues
- Code AIOT : 0006400941
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de Lavera est constitué de 14 bacs stockant des produits liés à l'activité de la bioraffinerie de La Mède. Le site réalise du stockage de produits issus ou à destination de la bioraffinerie ainsi que des opérations de chargement/déchargement.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action nationale 2025 relative aux prélèvements environnementaux
- Plans d'urgence
- Système de Gestion de la Sécurité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant indique être dans une démarche de refonte globale de son POI et vise une finalisation pour la fin d'année 2025.

Dans l'attente de cette reprise intégrale, il prévoit d'ajouter un avenant au POI actuel, avant la fin juin, afin d'intégrer les nouvelles procédures présentées au cours de l'inspection et relatives aux prélèvements environnementaux.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'Inspection n'a pas relevé d'écart aux dispositions réglementaires mais a rappelé l'échéance du 30 juin 2025 pour la mise à jour formalisée du POI.

L'Inspection a noté que les procédures déjà validées ont été mises à disposition dans la salle de crise et les éléments graphiques associés affichés sans attendre la transmission de l'avenant au POI actuel.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Mise à jour du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  SSH : Code de l'environnement R. 515-100

« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

SSB :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 5

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

#### **Constats :**

L'Inspection n'a pas relevé d'écart dans la fréquence des mises à jour du POI.

La version actuelle est celle de juin 2021 amendée en décembre 2022 par la reprise des éléments suivants :

- CSE 0214 consignes de sécurité fuite ou feu sur Canalisations Lavéra,
- CSE 0212 fuite ou feu sur pomperie,
- CSE 0213 fuite ou feu sur bac ou cuvette,
- CSE 0215 feu sur poste électrique.

L'exploitant indique être dans une démarche active de refonte complète du POI, cette démarche doit également permettre une uniformisation et une mise en cohérence des procédures entre le site du Dépôt de Lavéra (objet de l'inspection) et le site de la raffinerie à La Mède.

L'exploitant envisage une finalisation de cette démarche, y compris transmission à l'Inspection des Installations Classées, pour décembre 2025.

Afin de tenir compte de l'échéance relative aux premiers prélèvements environnementaux, l'exploitant a précisé établir un avenant au POI actuel d'ici le 30 juin 2025 et le transmettre à l'Installation des Installations Classées.

L'Inspection a constaté, au jour de la visite, que la fiche réflexe relative à la mobilisation de l'astreinte SOCOTEC afin de faire réaliser les prélèvements dans la matrice air était disponible en salle de crise (adjointe à la version papier du POI) ainsi que sur l'espace documentaire informatique.

En outre, les éléments cartographiques étaient affichés en salle.

La démarche équivalente est en cours de finalisation pour la matrice eau, les éléments ont été présentés en séance mais ne sont pas encore validés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Réalisation d'exercice POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

#### **Prescription contrôlée :**

SSH :

Code de l'environnement

R. 515-100

« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

SSB :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 5

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

**Constats :**

L'Inspection n'a pas relevé d'écart à cette prescription.

Le dernier exercice date du 8 octobre 2024 et portait sur un scénario Feu de bac (bac A101). En 2023, l'exploitant a bien procédé à un exercice annuel, ce dernier était également tracé.

L'exercice du 8 octobre 2024 a été réalisé avec la participation du SDIS, 2 officiers observateurs étaient présents en plus du Chef de Colonne.

Le compte rendu d'exercice préalablement transmis à l'Inspection suite à l'exercice a été détaillé en séance afin d'identifier les actions d'amélioration initiées.

La principale difficulté révélée par l'exercice est la communication partiellement défailante des radios analogiques avec les modèles numériques. La difficulté a été perçue lors de la mobilisation de la convention d'assistance, la première intervention étant assurée par les moyens de secours Pétroineos.

Total est déjà intégralement équipé en équipements numériques et a informé Pétroineos de la nécessité de fonctionner avec des équipements de même nature. L'exploitant a indiqué que Pétroineos lui avait oralement annoncé procéder au retrait des radios analogiques.

Afin de se prémunir de ce type de dysfonctionnement matériel, le site du dépôt de Lavéra s'est doté de 2 radios maintenues disponibles en permanence afin de pouvoir équiper un intervenant extérieur si nécessaire. Par ailleurs, le Poste de Commandement Avancé (PCA) projeté depuis La Mède dispose de 8 radios de prêt.

Considérant que le PCA est systématiquement déployé en cas d'activation du POI et que le dépôt dispose de deux équipements disponibles, l'Inspection constate que l'exploitant a valorisé le retour d'expérience de l'exercice.

L'Inspection a constaté la disponibilité des FDS physiquement en salle de crise ainsi que sous format informatique.

Une demande des officiers du SDIS portait sur la disponibilité pour l'officier de liaison d'un plan avec profil topographique. L'exploitant a présenté un document informatique répondant à cette demande, une sortie papier a été mise en œuvre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur

et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

**Constats :**

L'Inspection n'a pas relevé d'incohérence manifeste dans la liste des substances recherchées présentée par l'exploitant ni sur les milieux associés.

L'ensemble des substances correspondent à l'activité de l'exploitant et la liste apparaît comme permettant de couvrir l'ensemble des produits mis en œuvre par l'exploitant. Ce dernier s'appuie sur l'expertise groupe afin de fiabiliser sa démarche.

L'exploitant précise les fiches scénario seront mises à jour dans l'avenant afin de cibler les substances concernées par l'évènement considéré.

Au regard des éléments présentés, l'Inspection considère que l'exploitant ne contrevient pas aux dispositions réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Stratégie de prélèvement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

**Constats :**

L'Inspection a constaté que la fiche réflexe relative à la sollicitation de l'astreinte SOCOTEC (titulaire du contrat d'assistance pour les prélèvements environnementaux en situation accidentelle) était d'ores et déjà intégrée au POI. Cette dernière comporte le numéro d'appel mais également l'identifiant site permettant au prestataire de connaître le site concerné. Cette fiche est présentée en séance (**Annexe Fiche POI 4.2.6**).

La stratégie de prélèvement (localisation des points) est définie de manière cartographique et permet de tenir compte des conditions anémométriques. Une version A3 du plan est disponible en salle.

Le contrat SOCOTEC est présenté en séance. La version est signée numériquement en date du 07 février 2025 et fait suite à la commande N° 4551527546 cette dernière porte sur 2 années.

L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de veiller à la poursuite de la mission ou au maintien d'une prestation équivalente à la fin de l'échéance contractuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Personnels compétents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :  
[...]
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées;

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection n'a pas d'observation sur les prestataires sélectionnés pour les prélèvements sur les matrices air et eau. SOCOTEC pour l'air et SGS pour l'eau disposent des compétences afin de réaliser les prestations attendues.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La liste intégrale des produits de décomposition existe, cette dernière a été présentée en séance. L'analyse par échantillonnage des produits constituant cette liste est cohérente avec l'activité du site et la nature des produits mis en œuvre. L'Inspection n'a pu s'assurer de l'exhaustivité de cette liste.</p> <p>Cependant elle doit être organisée par produit impacté par l'incendie afin de gagner en lisibilité pour l'ensemble des intervenants de la gestion de crise et cibler les produits de décomposition afférents à l'évènement en cours. L'exploitant a indiqué travailler sur cette présentation par produit et que la liste structurée serait adjointe au POI en cours avant le 30 juin 2025.</p> <p>Les observations ci-dessus conduisent à considérer que l'exploitant ne contrevient pas aux dispositions réglementaires.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra sans délai et à l'Inspection des Installations Classées le POI mis-à-jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>